



Origine du papier: Portugal
Taux de fibres recyclées: 0 %
Prix: 0,08 kg/t

AU FIL DE L'ACTUALITÉ

60 Les chantiers 2026 de la fonction publique

Un Conseil commun de la fonction publique s'est réuni le 13 janvier, marquant le point de départ de l'agenda social « Fonction publique » du premier semestre 2026. Lors de cette séance, ont été examinés un projet de loi et deux projets de décret de sécurisation juridique et d'allègement de certaines procédures en matière de ressources humaines.

62 Preuve à rapporter sur la dimension des réseaux dans une zone d'aménagement d'ensemble

Lorsqu'un terrain est situé dans une zone devant faire l'objet d'un aménagement d'ensemble, il incombe à l'expropriant qui ne conteste la qualification de terrain à bâtir qu'au motif de l'insuffisance de la dimension des réseaux au regard de l'ensemble de la zone de rapporter la preuve de cette insuffisance.

CHRONIQUES

87 Extension des effets de la mise en compatibilité d'un PLU annulé au PLU antérieur remis en vigueur

Par Michèle Torelli

Pour la cour administrative d'appel de Toulouse, en vertu des dispositions de l'article L. 600-12 du code de l'urbanisme, la délibération de mise en compatibilité du PLU ultérieurement annulé afin de permettre une déclaration de projet doit être regardée comme ayant également mis en compatibilité le PLU remis en vigueur.

JURISPRUDENCE COMMENTÉE

105 Récépissé valdoisien sur OQTF parisienne

Conclusions de Jérémie Sitbon

Postérieurement à l'introduction de la requête en contestation des arrêtés du préfet de police de Paris l'obligeant à quitter le territoire français sans délai, un étranger s'est vu délivrer par le préfet du Val-d'Oise un récépissé de demande de carte de séjour. Cette circonstance rend caducs les arrêtés pris par une autorité préfectorale distincte de celle qui a délivré le récépissé.

SOMMAIRE.....

N° 2/
hebdomadaire - 19 janvier 2026
pages 57 à 108

57 TRIBUNE

57 La déterritorialisation administrative,

par Frédéric Colin

60 AU FIL DE L'ACTUALITÉ

60 Les chantiers 2026 de la fonction publique

60 Placement d'un mineur et notion de danger

61 Protection des candidats aux élections

61 Le projet de loi JOP 2030 adopté dans le tumulte

62 Preuve à rapporter sur la dimension des réseaux dans une zone d'aménagement d'ensemble

62 Dépenses engagées par l'agence régionale de santé à la charge d'un centre hospitalier

63 L'accompagnement fragile des jeunes majeurs sortant de l'aide sociale à l'enfance

63 Le JO de la semaine

64 ÉTUDES

64 Soins palliatifs et d'accompagnement,

par Lucie Sourzat

72 CHRONIQUES

Chronique de jurisprudence des cours administratives d'appel

72 Recrutement dans la réserve opérationnelle de la police nationale et inaptitude physique,

CAA Lyon, 16 octobre 2025,
par Christine Psilakis

74 Contestation par des tiers de la modification unilatérale d'un contrat via un recours Tarn-et-Garonne,

CAA Nantes, 1^{er} décembre 2025,
Société Vinci Airports et autres,
par Benjamin Chaberaud

76 Indemnisation de la région Ile-de-France à la suite des marchés de rénovation des lycées,

CAA Paris, 5 décembre 2025,
Région d'Ile-de-France (2 esp.),
par Alexandrine Naudin

79 Notions de « preneur en place » du code rural et de la pêche maritime,

CAA Douai, 24 septembre 2025,
par Paul Groutsch

81 Le bien-être animal ne se rattache pas aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

CAA Bordeaux, 12 novembre 2025,
Association L214 c/ EARL Van Den Broek,
par Pauline Reynaud

83 L'assujettissement à la taxe sur les salaires,

CAA Nancy, 16 octobre 2025,
Association Sislirk,
par Cyrielle Mosser

85 Action en reconnaissance de droits,

CAA Versailles, 23 septembre 2025,
Ministre de la Justice,
par Anne-Catherine Le Gars

87 Extension des effets de la mise en compatibilité d'un PLU annulé au PLU antérieur remis en vigueur,

CAA Toulouse, 9 octobre 2025,
Société MACSF Assurances et autres,
par Michèle Torelli

89 Les mesures préparatoires à une démolition font grief,

CAA Marseille, 4 décembre 2025,
par Marc-Antoine Quenette

92 JURISPRUDENCE COMMENTÉE

92 Un alliage fragile: occupation sans titre d'un parking public souterrain, domanialité publique et juge judiciaire,

CE 17 septembre 2025,
Société Parking Convention,
note Maude Lajoinie

98 Tu n'alerteras pas sans preuve,

TA Paris, 12 septembre 2025,
Fédération française des églises de scientology,
concl. Amaury Rezard

105 Récépissé valdoisien sur OQTF parisienne,

TA Cergy-Pontoise, 15 octobre 2025,
concl. Jérémie Sitbon

108 INDEX